Un parti déchiré

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1981)**

Heft 612

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1012294

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

ZURICH

Un parti déchiré

Une liste socialiste portant les noms de deux candidats nouveaux, avec la recommandation d'ajouter les trois «sortants» qui, eux, figurent sur une liste syndicaliste: ce compromis permettra-t-il au parti socialiste de la Ville de Zurich d'échapper à la débâcle électorale qu'on lui promet? ou au contraire, divisé, en pleine déconfiture idéologique, subira-t-il la loi d'une droite en plein renouveau (le crocus, emblème radical!), et avec lui les projets qu'il défend, les petites gens qu'il est censé représenter?

L'origine de la crise qui vient d'éclater dans la gauche des bords de la Limmat remonte, à Zurich comme partout en Suisse — et cela dès avant 1968 — à l'entrée dans le parti socialiste d'une classe nouvelle de jeunes intellectuels dont l'émergence coïncide avec le développement du secteur public: enseignement, assistance sociale, administration en général.

De tout temps, le parti socialiste avait dû compter avec une «opposition» interne de gauche (ou dite telle) privilégiant la réflexion, voire l'idéologie, c'est-à-dire cette construction intellectuelle qui sécurise en protégeant du réel. Désormais, cette tendance va devenir, sinon majoritaire, du moins regroupera le plus grand nombre de militants actifs.

Cette génération va remettre en question ce qui en son temps avait été considéré comme une victoire indubitable: une participation au gouvernement.

Les hiatus entre les buts inscrits dans le programme socialiste et les réalisations pratiques envisageables lorsque la gauche parvient au pouvoir sont en soi sujets à débats et à frustrations. Une participation minoritaire au gouvernement accroît encore la difficulté du problème. A cet égard, les tensions qui travaillent le Parti socialiste suisse ou certains partis cantonaux sont connues de tous.

Dans ces conditions, l'apparition sur la scène zurichoise du mouvement des jeunes n'a pas manqué d'amener les socialistes de la ville au bord de la rupture. La revendication politique d'une vie différente — posée, il est vrai, avec pas mal de laxisme et de verbalisme — s'adressait, il est vrai, à toute la société et non plus aux seules formations politiques. Inévitablement, elle devait trouver un écho important parmi les socialistes qui tentèrent de servir d'intermédiaire entre les «jeunes» et les autorités. Las! L'opinion publique ne les a pas suivis, ni même la grande majorité de leur électorat.

Les magistrats socialistes, eux, et parmi ceux-ci Emilie Lieberherr, pris dans la tourmente, s'essaient — en général courageusement — au compromis, décevant à la fois leur électorat (il ne comprend pas leur indulgence pour «ces émeutiers», «ces drogués») sans pour autant trouver grâce auprès des manifestants et de leurs partisans. Un magistrat pourtant choisit son camp sans ambiguïté: Jurg Kaufmann, efficace, ambitieux, ancien de mai 68, se distance résolument du parti et condamne les «jeunes».

LE REFUGE SYNDICAL

Ce revirement porte à son maximum la frustration de cette «gauche» qui souffre d'animer un parti portant des magistrats dont les opinions sont si éloignées des siennes. Au sein de la formation socialiste, désormais, les fronts sont durcis, l'affrontement dramatique, les insultes monnaie courante et la «gauche» fait intervenir dans les débats une pléiade d'orateurs brillants dont l'efficacité oratoire exaspère la partie adverse.

Le malheureux président, l'architecte Fünfschilling, se révèle incapable de contrôler un tant soit peu la situation. Et lors du vote décisif pour la désignation des candidats à l'exécutif de la ville, la majorité, après quelques péripéties, décide de ne représenter que deux des trois sortants, Emilie Lieberherr et Max Bryner, d'éliminer Kaufmann et d'ajouter deux nouveaux candidats appartenant à l'aile «gauche».

Au nom de la solidarité entre magistrats, Lieberherr et Bryner refusent le vote mais acceptent d'être présentés sur une liste syndicaliste où ils retrouvent Kaufmann. C'est la catastrophe; les responsables du parti suisse proposent leurs bons offices. Voilà pour le constat.

Le Parti socialiste suisse tout entier est-il à son tour menacé d'explosion, comme le laissent complaisamment entendre certains commentateurs patentés?

Deux greffons s'efforcent aujourd'hui de s'imposer.

A «gauche» (pour reprendre une fois de plus cette terminologie terroriste), un groupe exigeant, exclusif jusqu'à l'irréalisme: l'autogestion est certainement une idée décisive pour notre avenir; telle qu'elle est présentée actuellement, elle n'intéresse essentiellement que les professeurs d'Université qui en bénéficient déjà, mais elle laisse parfaitement indifférents la plupart des salariés qui n'ont même pas la participation, les petites gens une fois passée l'étape difficile de l'insertion dans le monde adulte.

A «droite», des notables qui identifient souvent l'action politique avec leur propre personne et qui, le cas échéant, sacrifieront l'unité du parti à leurs ambitions.

Il est urgent qu'entre ces deux blocs se mobilisent les militants partisans d'une formation politique efficace, non dogmatique, et dont l'utilité ne se limite pas à être le tremplin de «destinées» cantonales ou fédérales. En fait, la seule présence de ces militants-là peut désamorcer l'opposition frontale dont le parti socialiste est le théâtre.

Si un tel groupe parvient à se constituer — et il semble qu'à Zurich on en ait senti la nécessité — il devra faire admettre la possibilité d'une tension fructueuse, respectueuse des personnes, entre un parti libre de ses options et des magistrats limités par les contraintes de l'exercice d'un pouvoir minoritaire. C'est le prix à payer pour la victoire de la «participation», c'est le prix à payer pour que cette victoire ne soit pas une victoire à la Pyrrhus.